

ITR/ Radio Tefana le 20/4/2010

REFORME DE L'ITR. JEAN TEMAURI FAIT LE POINT SUR LES DISCUSSIONS DE LA SEMAINE DERNIERE A PARIS.

Jeanne : Alors, aux dernières nouvelles ce n'est pas très encourageant pour vous les fonctionnaires, puisque concernant des travaux dans le cadre de la création d'un dispositif complémentaire, les nouvelles ne sont pas trop bonnes ?

Jean Temauri, représentant syndical des fonctionnaires : *« Oui effectivement, les nouvelles ne sont pas bonnes. On peut dire c'est une discussion donc pour cette délégation qui s'est déplacée, qui ce sont déplacés, s'est déplacée en métropole. Il était question de participer et de ne pas... les chaises vides. Finalement, on peut dire que nous n'avons pas obtenu donc quelque chose qui pourrait décompensée cette ITR.*

Alors, nous attendons maintenant le retour de nos délégations, qui j'espère que ils seront là cette semaine, de retour de métropole pour faire le point. »

Jeanne : Qu'est-ce que cela signifie pour vous justement, après plus d'un an d'une grande manifestation organisée, qui avait rassemblé plus de 2.000 fonctionnaires dans les rues de Papeete, et à la suite la signature d'un protocole d'accord ? Comment est-ce que vous analysez la situation, l'Etat se dégage ?

Jean Temauri : *« Enfin la situation, après un an de grève que nous avons eue, on nous a proposé de faire une proposition. Effectivement, on a travaillé pendant une année, et je crois que le travail qui était mis en place ne sert à rien du moment que ils n'ont pas obtenu une proposition de l'Etat, qui (?) vers une compensation, une retraite complémentaire, et le point il est là. Maintenant, puisque on est dans cette situation là, je pense que ce dossier là n'est pas, ce dossier n'est pas clos, je pense qu'il y aura des réactions. Mais je préfère attendre donc les membres qui sont partis en métropole pour définir la stratégie qu'il faut prendre après. »*

Jeanne : Alors Jean, lors d'un journal télévisé, l'une des représentantes de la délégation, Sandra Clark, en direct de Paris a interpellé un élu calédonien, qui était donc sur le plateau de ce journal télévisé, afin de plaider la cause des fonctionnaires. On a l'impression que nous, de notre côté, on n'a pas d'élu politique à Paris pour défendre nos dossiers et aller jusqu'à interpellé un politique d'un autre Pays pour plaider la cause des polynésiens.

Jean Temauri : *« Oui, effectivement, je pense que au niveau de l'intervention de Sandra vers cet élu de la Nouvelle-Calédonie, parce que la Nouvelle-*

Calédonie on avait le même problème. C'est vrai que avant de partir en métropole, j'en fais partie de cette délégation, nous avons rencontré donc les élus, c-à-d un sénateur, c'était donc Tuheiava, on avait rencontré aussi Bruno Sandras, on avait rencontré donc Michel Buillard. Nous avons fait part donc de nos soucis par rapport à ce sujet là. Il est vrai que l'intervention, je pense que c'était une façon aussi d'inclure Nouméa sur le même sujet, le même problème que nous rencontrons ici, puisque c'est le même statut qui s'applique en Nouvelle-Calédonie par rapport à nous. »

Jeanne : Alors, la situation politique en Polynésie est assez critique. Est-ce que vous avez l'impression aussi que l'Etat veut vous faire payer, en quelque sorte, les problèmes engendrés par nos politiciens ?

Jean Temauri : « *Alors, il est vrai que depuis 5 ans, à peu près, qu'on vit avec cette situation, on peut estimer que l'Etat veut nous laisser. C'est ce que Sandra disait aussi un moment donné, c'est que on a l'impression que l'Etat veut nous laisser. Est-ce que c'est par rapport à la politique, est-ce que c'est par rapport à quelque chose que aujourd'hui l'Etat n'a plus besoin ? Et je pense que il faut donc analyser la situation, plus approfondir à l'heure actuelle, parce que l'Etat désengage par rapport à nous, c'est quelque chose d'inadmissible.*

Parce que au bout des années, l'Etat a utilisé la Polynésie comme un site des essais nucléaires et que aujourd'hui on n'a plus besoin. Bon c'était, c'était un avis que je donne là. Aujourd'hui, on est en face d'une situation quand peut dire que, peut-être l'Etat va nous lâcher dans ce cas là, parce qu'ils ont plus besoin de la Polynésie pour tout. »

Jeanne : Alors, tu attends que la délégation revienne. Avec une manifestation d'envergure organisée fin 2008, comment pourriez-vous réagir face à l'inertie de l'Etat pour votre dossier et sachant tout de même aussi que la situation économique et sociale du fenua n'est pas très au beau fixe ?

Jean Temauri : « *Oui, alors, avant de partir, avant que la délégation parte en France, nous avons eu une AG avec tous les fonctionnaires d'Etat confondus. Nous avons donc informé donc la situation, le problème de l'ITR et que, est-ce que tout le monde a une force, est-ce qu'on est capable encore de défendre donc cet ITR. Je pense que le mot qui a été donné par l'ensemble des fonctionnaires, parce que au retour de métropole il y aura une autre réunion et c'est là qu'on va définir donc notre position vis-à-vis de l'Etat. »*

Jeanne : Très bien, en tous les cas Jean je te remercie d'avoir bien voulu répondre à nos questions. Ce matin, quel serait le message ?

Jean Temaury : « Ben, je voulais, je voudrais donc faire passer un message à l'ensemble de nos élus, parce que à l'heure actuelle la situation n'est pas, je dirai que au niveau de la Polynésie on a beaucoup de problèmes au niveau de l'emploi, au niveau des entreprises. Je pense que, je fais appel aux élus de mettre de côté le pouvoir politique et de mettre au sein de leur débat la situation actuelle de la Polynésie, parce que je pense aux enfants, aux parents des enfants qui ont perdu leur travail et qui ont du mal de boucler la fin du mois. Et je souhaiterais que la sérénité, au niveau des élus, revienne, qu'ils puissent travailler pour le bien de la population de notre Pays. »